

La Restauration et la Monarchie de Juillet (1814-1815-1848)



Sommaire

Les rois :

Les Bourbons, Louis XVIII, Charles X, Louis-Philippe.

Les personnages :

Louis - Ferdinand de France, Marie-Josèphe de Saxe, le comte d'Artois, Marie-Josèphe de Savoie, Talleyrand, Fouché, le duc de Richelieu, Murat, Ney, Chateaubriand, Ferdinand VII, le duc d'Angoulême, Oudinot, Martignac, Polignac, Thiers, de Mortemart, Philippe Egalité, Louise de Bourbon, Dumouriez, le duc d'Aumale, Bugeaud, Abd-el-Kader, Guizot, Lamartine.

Les événements :

le Congrès de Vienne, les Cent-Jours, la Chambre introuvable, le Congrès d'Aix-la-Chapelle, l'Assassinat du duc de Berry, la prise d'Alger, les « Trois Glorieuses », la mort du duc d'Orléans, la prise de la smalah d'Abd-el-Kader, l'abdication de Louis-Philippe, la Deuxième République.

Henri IV (1553-1589-1610)

descendant de Saint-Louis

Louis XIII (1601-1610-1643)

fils de Henri IV

Régence de Marie de Médicis

Louis XIV (1638-1643-1715)

fils de Louis XIII

Régence de Anne d'Autriche

Louis XV (1710-1722-1774)

arrière petit-fils de Louis XIV

Régence du duc d'Orléans

Louis XVI (1754-1774-1793)

petit-fils de Louis XV

Louis XVIII (1755-1814-1815-1824)

frère de Louis XVI

Charles X (1733-1824-1830-1836)

frère de Louis XVI

Henri IV (1553-1589-1610)

descendant de Saint-Louis

Louis XIII (1601-1610-1643)

fils de Henri IV

Régence de Marie de Médicis

Louis XIV (1638-1643-1715)

fils de Louis XIII

Régence de Anne d'Autriche

Louis XV (1710-1722-1774)

arrière petit-fils de Louis XIV

Régence du duc d'Orléans

Louis XVI (1754-1774-1793)

petit-fils de Louis XV

Louis XVIII (1755-1814-1815-1824)

frère de Louis XVI

Charles X (1733-1824-1830-1836)

frère de Louis XVI

Louis XVIII (1755-1814-1815-1824)



Louis XVIII

1755-17 Novembre : naissance du futur Louis XVIII à Versailles. Il est le fils du **dauphin Louis-Ferdinand** et de **Marie-Josèphe de Saxe**, il est donc le frère du futur Louis XVI et du **Comte d'Artois**, futur Charles X. Il est duc de Provence et le petit-fils de Louis XV.

1771-14 mai, il épouse **Marie-Joséphine de Savoie** (1753-1810), fille du roi de Sardaigne et arrière-arrière petite fille de Louis XIV. Son frère Charles X épouse Marie-Thérèse de Savoie, soeur de Marie-Joséphine.

1787-1788 : il pousse à la chute les ministères de Turgot, Necker, et Calonne. En tant que président d'un bureau de l'Assemblée des Notables de 1787 il s'oppose aux réformes proposées par ces derniers et par Louis XVI. Il réclame pour le Tiers-Etat le doublement du nombre de députés aux Etats Généraux.

1789 6 Octobre : après le départ du roi et de la cour de Versailles, le comte de Provence s'installe au Petit Luxembourg, résidence actuelle du président du Sénat.



Louis-Ferdinand



Marie-Josèphe
de Saxe



le comte d'Artois



Marie-Joséphine de Savoie

Louis-Ferdinand de France (Versailles 1729 - Fontainebleau 1765)
l'aîné des fils du roi Louis XV et de Marie Leszczyńska dauphin de France,
Décédé avant son père, il ne règne donc pas mais il est le père de trois rois de
France : Louis XVI, Louis XVIII et Charles X.

Marie-Josèphe de Saxe (Dresde 1731 - Versailles 1767),
dauphine de France par son mariage avec le dauphin Louis Ferdinand, fils de
Louis XV. Fille d'Auguste III, roi de Pologne et électeur de Saxe et de Marie-
Josèphe d'Autriche, elle épouse en 1747, Louis, fils aîné de Louis XV, et de
Marie Leszczyńska. Elle est la mère des trois derniers rois de France de la
Maison de Bourbon ayant régné : Louis XVI, Louis XVIII et Charles X.

Le comte d'Artois (Versailles 1757 - Görtz Autriche 1836)
roi en 1824, sous le nom de Charles X, il est renversé en 1830 par une nouvelle
révolution qui l'oblige à s'exiler. Il abdique en faveur de son petit-fils le duc de
Bordeaux, sous la régence de son cousin le duc d'Orléans, fils de Philippe
Égalité. Orléans profite de la situation pour évincer le duc de Bordeaux et se faire
reconnaître « roi des Français » sous le nom de Louis-Philippe.

Marie-Joséphine de Savoie (Turin 1753 - Buckinghamshire au Royaume-Uni
1810) princesse de Savoie puis, par son mariage, comtesse de Provence et reine
titulaire de France.. Épouse de Louis-Stanislas de France, comte de Provence et
futur Louis XVIII, elle échappe à la Révolution française et termine sa vie en
exil.

Marie-Joséphine-Louise de Savoie ne figure pas parmi les reines de France, car
elle meurt en 1810, auprès des siens en Angleterre, soit quatre ans avant
l'accession au trône de son mari.

Louis XVIII (1755-1814-1815-1824)



Coblenz



Hartwell House

1791-20 Juin : il émigre à Bruxelles puis à Coblenz et tente de rentrer en France à la tête d'une armée de 14 000 hommes. Il est contraint de rebrousser chemin après la bataille de Valmy. Il se réfugie alors à Hamm près de Munster en Westphalie.

1793-après l'exécution de Louis XVI, il se proclame régent de Louis XVII, fils de Louis XVI, dauphin de France.

1795-8 juin : à la mort de ce dernier, il prend le nom de Louis XVIII.

1804 : il rencontre son frère, le futur Charles X à Kalmar en Suède, mais cette entrevue ne les rapproche pas. Louis XVIII s'installe à Mittau (Lettonie actuelle).

1807 : il s'installe à Gosfield Hall, en Angleterre, dans l'Essex.

1811 : au décès de Marie-Joséphine de Savoie, il s'installe à Hartwell House dans le comté de Buckingham, près de Londres.

Louis XVIII (1755-1814-1815-1824)



le Congrès de Vienne



les Cent-Jours

- **1814** : au **Congrès de Vienne**, Talleyrand impose Louis XVIII comme successeur de Napoléon.
24 Avril : il débarque à Calais, octroie une charte constitutionnelle et devient roi de France (et non plus roi des Français).
3 Mai : entrée du roi à Paris.
13 mai : **Talleyrand** devient président du Conseil et **Fouché** dirige la police.
4 Juin : Louis XVIII présente la Charte aux 2 chambres: le roi détient le pouvoir exécutif, choisit ses ministres, nomme les membres de la chambre des Pairs, les députés étant élus. Il garantit l'égalité des citoyens devant la loi et l'impôt, la liberté du culte et l'irrévocabilité des ventes de biens nationaux.
30 mai : le 1er Traité de Paris prévoit qu'un congrès réglera le sort des territoires repris à Napoléon.
- **1815** 1er mars : Napoléon débarque à Golfe Juan. **Début des Cent-Jours.**
19 Mars : fuite de Louis XVIII à Gand. Pour cette initiative peu glorieuse, il sera surnommé «notre père de Gand».
9 Juin : fin du Congrès de Vienne

Le congrès de Vienne.

se déroule à Vienne du 18 septembre 1814 au 9 juin 1815. Les pays vainqueurs de Napoléon 1er ainsi que les autres États européens se réunissent pour rédiger et signer les conditions de la paix et donc déterminer les frontières et tenter d'établir un nouvel ordre pacifique. Le congrès de Vienne permet également la discussion sur la libre circulation navale, l'abolition de la traite des Noirs, la neutralité de la Suisse et de la Savoie.

Les participants : l'Empire d'Autriche, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, le Royaume de Prusse, l'Empire russe, les États pontificaux, le Royaume de Sardaigne, la République de Gênes, le Royaume d'Espagne, le Royaume de Portugal, la Suède-Norvège, la Confédération des XXII cantons, le Royaume de France (Restauration)
L'Acte final du Congrès de Vienne (document de 300 pages en français) signé le 9 juin 1815 redéfinit les contours de l'Europe après la chute de Napoléon. Comme déjà stipulé dans le traité de Paris, la France est pratiquement ramenée à ses frontières de 1791, devant renoncer à des territoires de langue française comme la Savoie et la Belgique et de langue italienne comme le comté de Nice annexés par la France avant l'aventure napoléonienne :

-au premier traité, elle reste cependant plus vaste qu'avant 1789, car elle conserve Mulhouse, quelques principautés lorraines, une partie de la Sarre et du Palatinat, Avignon avec le Comtat Venaissin ainsi que le pays de Montbéliard.

-le second traité lui retire encore Landau sur le Rhin, le restant de la Sarre ainsi que quelques places belges. En revanche, elle conserve l'Alsace, la Lorraine et la Flandre. De plus, la France est surveillée de près par une ceinture d'États tampons : (royaume des Pays-Bas, royaume de Sardaigne, et possessions rhénanes du royaume de Prusse installé aux frontières mêmes de la France).

La Belgique est intégrée aux Provinces-Unies pour former le Royaume uni des Pays-Bas (Benelux actuel, 1815-1830). En échange de ses possessions allemandes (Fulda, Nassau), Guillaume 1er des Pays-Bas reçoit à titre personnel le grand-duché de Luxembourg. La carte de l'Allemagne est simplifiée. La Confédération germanique (fin en 1866) regroupe les territoires de l'ancien Saint-Empire, divisés en 39 États (contre 350 en 1792) : la partie germanique de l'empire d'Autriche, cinq royaumes (Prusse, Saxe, Wurtemberg, Hanovre, Bavière), douze principautés, sept grands-duchés et quatre villes libres (Lübeck, Brême, Hambourg et Francfort). La Prusse obtient la Prusse occidentale, la Posnanie, la moitié nord de la Saxe et une grande partie des provinces de Rhénanie et de Westphalie afin de constituer un rempart contre la France. Le duché de Hanovre est restitué au roi d'Angleterre, agrandi et érigé en royaume.

Le congrès de Vienne. (suite 1)

L'Autriche retrouve la plupart des territoires qu'elle avait perdus et, en compensation de la perte des Pays-Bas autrichiens (la Belgique actuelle), elle reçoit des territoires allemands et italiens (Lombardie et Vénétie), de même que la partie de la Dalmatie qui appartenait auparavant à Venise.

La Suisse perd définitivement Mulhouse (ville libre alliée aux cantons suisses, rattachée à la France en 1798), la Valtelline. Sa neutralité perpétuelle est proclamée. L'indépendance et la neutralité de la Suisse sont garanties par la création d'une confédération. Chaque canton choisit sa constitution et presque tous reviennent au régime en vigueur avant la Révolution. La confédération a, en cas de guerre, un droit d'occupation militaire sur le nord de la Savoie qui dispose alors du même statut de neutralité.

En Italie, la Lombardie et la Vénétie sont données à l'empire d'Autriche qui instaure le Royaume lombardo-vénitien sous domination autrichienne. La maison de Savoie récupère le Piémont, Nice et la Savoie et entre en possession de Gênes. Le pape retrouve les États pontificaux mais ne peut récupérer ni le Comtat Venaissin, ni Avignon. Le Bourbon Ferdinand 1er retrouve son royaume des Deux-Siciles. Les duchés de Parme, Plaisance et Guastalla sont attribués à l'épouse de Napoléon, Marie-Louise d'Autriche. Modène et la Toscane sont attribués à des Habsbourg (Ferdinand III de Lorraine, grand-duc de Toscane et François IV d'Este-Lorraine, duc de Modène). Le retour des souverains légitimes s'accompagne partout du régime politique antérieur.

La nouvelle dynastie suédoise (maison Bernadotte, issue du maréchal d'Empire) reçoit la Norvège, ancienne possession danoise au terme d'un accord garantissant à celle-ci une large autonomie et un gouvernement distinct. La Poméranie suédoise est rattachée à la Prusse. La Finlande est annexée à la Russie. Le Danemark reçoit le Lauenburg en Schleswig-Holstein.

La Pologne est partagée une quatrième fois. La Russie en est la principale bénéficiaire. La Prusse ne conserve que la Posnanie et la Prusse occidentale (Dantzig, Thorn). L'Autriche obtient la Galicie. Tout le reste de l'ancienne Pologne passe sous l'autorité du tsar Alexandre 1er de Russie. Les provinces les plus orientales (Lituanie, Biélorussie, ancienne Ukraine polonaise) sont incorporées à l'Empire russe. La Pologne centrale, avec Varsovie, forme un royaume uni à la Russie avec pour vice-roi le frère du tsar, le grand-duc Constantin, mais possédant sa propre constitution, son gouvernement (Diète et Conseil d'État), son administration et son armée.

Le congrès de Vienne.(suite2)

Le Royaume-Uni ne réclame rien en Europe, ni pour lui ni pour ses alliés, le Portugal et l'Espagne, où les rois sont rétablis. Par contre :

- il obtient la création du royaume des Pays-Bas, qui met définitivement Anvers, partenaire commercial et concurrent potentiel de Londres, à l'abri des convoitises françaises ;
- à titre personnel, le roi d'Angleterre, voit le Hanovre, qui lui appartenait, agrandi et transformé en royaume de Hanovre ;
- il assure son objectif de maîtrise des mers, ce qui le prémunit de toute offensive à son encontre, et agrandit son empire colonial :
- conservation de la Guyane enlevée aux Hollandais ;
- conservation des îles de Tobago et Sainte-Lucie prises aux Français et Trinité prise aux Espagnols ;
- acquisition de Heligoland (pris au Danemark) qui lui permet de contrôler la mer du Nord et l'accès à la mer Baltique ;
- acquisition de l'île de Malte (prise à l'Ordre de Malte), et des îles Ioniennes qui appartinrent longtemps à Venise, ce qui lui permet de surveiller l'Empire ottoman et le passage entre Méditerranée occidentale et Méditerranée orientale ;
- sur la route des Indes, le Royaume-Uni s'empare du Cap et de Ceylan (enlevés aux Hollandais) et l'île de France, aujourd'hui île Maurice, enlevée à la France.

Conséquences du congrès[modifier | modifier le code]

C'est la vision anglo-autrichienne qui l'emporte : recherche de l'équilibre européen et retour des rois légitimes, sans jamais donner satisfaction aux aspirations des peuples à l'unité nationale, par le biais de l'indépendance (Belgique, Pologne, chrétiens des Balkans) comme de l'unification (Italie et en partie Allemagne), ou à un régime constitutionnel. .

Finalement, en consacrant les principes de légitimité et de restauration monarchique au mépris du droit des nationalités, les hommes de Vienne, à l'instar de l'Autrichien Metternich, jettent les bases des révoltes libérales qui, en 1848, secoueront l'Europe entière lors du Printemps des peuples.



Talleyrand Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord, (Paris 1754 - Paris 1838)

Issu d'une famille de la haute noblesse, Sa famille souhaite qu'il succède à son oncle, l'archevêque de Reims : ordonné prêtre en 1779, il est nommé en 1788 évêque d' Autun. Il renonce à la prêtrise et quitte le clergé pendant la Révolution. Talleyrand occupe des postes de pouvoir politique durant la majeure partie de sa vie et sous la plupart des régimes successifs que la France connaît à l'époque : il est notamment député aux États généraux, président de l'Assemblée nationale et ambassadeur pendant la Révolution française, ministre des Relations extérieures sous le Directoire, le Consulat puis sous le Premier Empire, président du gouvernement provisoire, ambassadeur, ministre des Affaires étrangères et président du Conseil des ministres sous la Restauration, ambassadeur sous la Monarchie de Juillet. Il assiste aux couronnements de Louis XVI (1775), Napoléon 1er (1804) et Charles X (1825).

Il intervient fréquemment dans les questions économiques et financières, pour lesquelles son acte le plus fameux est la proposition de nationalisation des biens du clergé. Toutefois, sa renommée provient surtout de sa carrière diplomatique exceptionnelle, dont l'apogée est le congrès de Vienne. Talleyrand cherche à appliquer un « équilibre européen » entre les grandes puissances.

Surnommé le « diable boiteux », et décrit comme un traître cynique plein de vices et de corruption, ou au contraire comme un dirigeant pragmatique et visionnaire, il est admiré ou détesté par ses contemporains.



Joseph Fouché, (le Pellerin près de Nantes 1759 - Trieste 1820).

A la Convention, Il appartient au parti des Girondins avant de voter la mort lors du procès de Louis XVI et de rejoindre les bancs des Montagnards.

1792 -Fouché est envoyé en mission dans l'Ouest et le Centre, il organise la Garde nationale à Nantes et recrute des volontaires contre les vendéens.

1793-1794 : le mitrailleur de Lyon, il réprime avec une grande violence l'insurrection lyonnaise de 1793.

Il est ministre de la police sous le consulat et l'empire. Il est nommé à nouveau ministre de la police pendant les Cent-Jours. Après la défaite de Waterloo, il devient président du gouvernement provisoire, et négocie avec les puissances alliées.

Le 9 juillet 1815, il devient ministre de Louis XVIII puis ce dernier le nomme, pour l'éloigner, ambassadeur à Dresde.

Ayant voté la mort de Louis XVI, il est exilé en tant que régicide, en application de la loi du 12 janvier 1816.



Les Cent-Jours

sont la période comprise entre le retour en France de l'empereur Napoléon 1er, le 1^{er} mars 1815, et la dissolution de la Commission Napoléon, chargée du pouvoir exécutif après la seconde abdication de Napoléon 1er, le 7 juillet 1815.

-Du 1^{er} au 20 mars 1815, c'est la reconquête du pouvoir par Napoléon, après son débarquement à Golfe Juan et sa marche vers Paris. L'itinéraire : Vallauris, Cannes, Castellane, Gap, Grenoble, Bourgoin-Jailleu, Lyon, Mâcon, Châlon-sur-Saône, Autun, Avallon, Auxerre, Sens, Paris.

-Du 20 mars au 22 juin 1815, c'est le second règne impérial de Napoléon 1er. Cette période voit le rétablissement du contrôle de l'administration et de l'armée par Napoléon, la modification de la Constitution avec l'Acte additionnel, et la reprise de la guerre contre les Alliés qui s'achève par la défaite française à Waterloo (Septième Coalition), et l'abdication de l'empereur.

-Du 22 juin au 7 juillet 1815, la Commission de gouvernement, établie à la suite de l'abdication, assure les pouvoirs exécutifs pour deux semaines, et laisse remonter sur le trône Louis XVIII, réfugié à Gand durant cette période, après l'occupation de Paris par les armées britanniques et prussiennes.



Louis XVIII (1755-1814-1815-1824)



Talleyrand

1815 : Après Waterloo, la France doit accepter un second traité de Paris plus dur que celui de 1814. La France renonce à la Savoie, au comté de Nice mais conserve l'Alsace, la Lorraine et la Flandre.

La Belgique et le Luxembourg sont intégrés aux Provinces-Unies pour former les Pays-Bas (Benelux actuel).

La Confédération Germanique regroupe une partie de l'Autriche, cinq royaumes dont la Prusse (qui obtient la Rhénanie et la Westphalie). L'Autriche reçoit, en contrepartie de la Belgique, la Vénétie et la Lombardie.

Ferdinand 1er retrouve à Naples le royaume des Deux-Siciles. La Pologne est partagée, la Russie est le principal bénéficiaire de cette opération.

Le Royaume-Uni obtient la création du Royaume des Pays-Bas, qui met Anvers à l'abri de la convoitise de la France. Metternich pour l'Autriche et Talleyrand, pour la France sont les principaux artisans de ce Congrès, qui se termine 9 jours seulement avant la seconde abdication de Napoléon.

Louis XVIII (1755-1814-1815-1824)



la France occupée en 1815

1815-8 Juillet retour de Louis XVIII dans Paris occupé par les Russes et les Prussiens. Il constitue son gouvernement : Talleyrand président du conseil, Fouché dirige la Police

14-22 Aout : élection des députés dans une chambre restée dans l'histoire sous le nom de «**chambre introuvable**».

15 Aout : la Terreur blanche : le général Ramel est assassiné à Toulouse.

La Terreur légale : Fouché dresse une liste de 57 complices des Cent-Jours, dont le maréchal **Ney**.

19 Septembre : les ultras obtiennent la disgrâce de Fouché.

25 Septembre : le **duc de Richelieu** remplace Talleyrand.

13 Octobre : condamné par le roi des Deux-Sicile, **Murat** est exécuté en Calabre.

20 Novembre : signature du second traité de Paris entre le Royaume-Uni, la Prusse, l'Autriche et la Russie, la France n'est pas signataire, elle est ramenée à ses frontières de 1790.

7 Décembre : condamné à mort, le maréchal Ney est exécuté.



La «Chambre introuvable»

est la chambre des députés élue les 14 et 22 août 1815, au début de la Seconde Restauration ; elle comporte une majorité de députés royalistes, dits « ultras ». L'expression « chambre introuvable » est attribuée à Louis XVIII, pour déclarer qu'il n'aurait pu rêver d'avoir une assemblée aussi favorable à son trône. En fait, le régime va très vite être confronté à cette chambre extrémiste, « plus royaliste que le roi », qui tente d'imposer une orientation contre-révolutionnaire, dont Louis XVIII (qui vient de prendre le régicide Fouché parmi ses ministres) sait qu'elle est vouée à l'échec.

La chambre introuvable siège à partir du 7 octobre 1815. Elle est suspendue en avril 1816 et dissoute le 5 septembre. La nouvelle assemblée sera plus libérale.

Les personnages



Le duc de Richelieu (Paris 1766 - Paris 1822)

Armand-Emmanuel du Plessis, duc de Richelieu, officier et diplomate. Sous le règne de Louis XVIII, il succède à Talleyrand comme Président du Conseil des ministres et ministre des Affaires Etrangères (septembre 1815 - décembre 1818) puis (février 1820 – décembre 1821) où il succède à Decazes.



Joachim Murat (Labastide-Murat Lot 1767 - Pizzo 1815)

est un maréchal d'Empire, prince français et roi de Naples de 1808 à 1815. Il est également le beau-frère de Napoléon 1er, par son mariage avec Caroline Bonaparte.

Ses faits d'armes : 1re campagne d'Italie , Campagne d'Égypte, 1800 : Marengo, 1805 : Austerlitz, 1806 : Iéna, 1807 : Eylau, 1812 : la Moskowa, 1813 : Leipzig, 1815 : Tolentino. Le 1er août 1808, Murat devient roi de Naples, il aura toujours, malgré tout, des relations difficiles avec Napoléon. Murat est confirmé roi de Naples par le Congrès de Vienne. Il noue ensuite des contacts avec Napoléon exilé à l'île d'Elbe. Averti de son prochain départ pour la France, Murat se voit déjà roi d'Italie. Lorsqu'il apprend le débarquement de l'empereur en France, il déclare la guerre à l'Autriche alors que Napoléon n'est pas encore arrivé aux Tuileries. Le 30 mars 1815, il lance une proclamation à Rimini appelant les Italiens à l'insurrection. Il est sévèrement battu par les Autrichiens à Tolentino le 2 mai et voit son rêve s'envoler. Le 19 mai, il fuit Naples et atteint Cannes le 25.

Le roi déchu erre alors en Provence, espérant que Napoléon le rappelle pour combattre, mais ce dernier refuse. À l'annonce de la défaite de Waterloo, il s'enfuit en Corse. Avec mille partisans, Murat envisage de reconquérir Naples. Une expédition est montée à la hâte. Parti d'Ajaccio, le 28 septembre 1815, il arrive le 8 octobre devant le petit port calabrais du Pizzo. Murat et ses partisans débarquent, mais la foule leur est hostile. Il est capturé et enfermé dans le petit château du port. Le 13 octobre, le roi Ferdinand prend un décret par lequel « il ne sera accordé au condamné qu'une demi-heure pour recevoir les secours de la religion ». Le procès est joué d'avance. Il est exécuté le 13 octobre 1815.



Ney (Sarrelouis 1769 - Paris 1815)

À Fontainebleau, il incite fortement l'Empereur à abdiquer et se rallie aux Bourbons, ce qui lui valut d'être nommé pair de France par Louis XVIII. Il est le premier des maréchaux à abandonner Napoléon après la capitulation de Paris.

La Restauration est une période contrastée pour le maréchal Ney, comme pour tous les autres « parvenus » de la Révolution française. Louis XVIII le comble d'honneurs mais les milieux aristocrates et les anciens émigrés raillent cette nouvelle noblesse fabriquée par l'« usurpateur »

Lors du débarquement de Napoléon à Golfe-Juan le 1^{er} mars 1815, il propose au roi Louis XVIII de ramener Napoléon « dans une cage de fer », mais au contraire il se rallie à l'Empereur. La fameuse rencontre d'Auxerre entre le maréchal Ney et Napoléon fut en fait une rencontre à huis clos.

À la seconde Restauration, le maréchal Ney est détesté de tous les partis, sauf des républicains trop minoritaires. Louis XVIII demande à Fouché, ministre de la Police, de lui communiquer une liste d'officiers accusés de trahison pour avoir rejoint Napoléon durant les Cent-Jours, avant le 20 mars 1815, date à laquelle le roi avait quitté la capitale.

L'ordonnance du 24 juillet 1815, qui établit la liste, comporte un seul maréchal : Ney. Le maréchal Ney se cache en France. Suite à une dénonciation, il est arrêté dans le Lot. Il arrive à Paris sous escorte le 19 août. Il est aussitôt incarcéré à la Conciergerie puis transféré à la prison du Luxembourg. En chemin, le général Exelmans lui propos de le délivrer et de l'escorter où il le souhaite, mais il refuse. Il est jugé par la Chambre des Pairs qui le condamne à mort. Il est fusillé le 7 décembre 1815, place de l'Observatoire à Paris. Il a participé aux batailles de Hohenlinden, Ulm, Iena, Friedland, Eylau, Smolensk, la Moskowa, la Bérézina et Waterloo.

Louis XVIII (1755-1814-1815-1824)



le duc de Berry



Louvel

1816-17 Juin : mariage du duc de Berry, (fils du futur Charles X et donc successeur potentiel) avec Marie-Caroline de Bourbon-Sicile, petite-fille de Ferdinand 1er, roi des Deux-Sicile, et de l'empereur, François 1er d'Autriche
5 Septembre : dissolution de la Chambre introuvable.

1817 5 février : loi électorale défavorable aux ultras, mais à l'avantage de la bourgeoisie urbaine. (sur 29 millions de Français, 90 000 électeurs et 16 000 personnes éligibles).
1er Juin mouvements insurrectionnels à Lyon.

1818 Septembre-Novembre : **congrès d'Aix-la-Chapelle**, les Alliés acceptent d'évacuer leurs troupes avec 2 ans d'avance. La France retrouve son rang de nation dans les congrès.
30 Novembre : libération totale du territoire, il s'agit d'une victoire pour le duc de Richelieu.
29 Décembre : Dessolle remplace le duc de Richelieu.

1820 13 Février **assassinat du duc de Berry**, second fils du futur Charles X par Louvel, un fanatique qui voulait supprimer le descendant direct des Bourbons.

Le congrès d'Aix-la-Chapelle (1818)

s'est tenu du 29 septembre au 21 novembre 1818 entre la France et les principales puissances occupantes (Prusse, Autriche, Angleterre, Russie), le but étant de réviser et solder le traité de Paris (1815).

Après la chute du Premier Empire en 1814, et l'échec des Cent-Jours en 1815, le congrès de Vienne établit un ordre européen nouveau qui durera globalement jusqu'en 1848. Le traité de Paris signé en novembre 1815 fixe les conditions de la défaite française.

En 1818, la France redevenue une monarchie constitutionnelle se trouve soumise à une occupation sévère de son territoire depuis trois ans. Elle demande un nouveau congrès réunissant les puissances occupantes (Prusse, Autriche, Angleterre, Russie) pour alléger le poids des sanctions des défaites de 1814 et 1815. Les représentants sont : pour l'Autriche : François 1^{er} d'Autriche et Metternich, pour les britanniques : le duc de Wellington, pour la Prusse : Frédéric-Guillaume II de Prusse, pour la Russie : Alexandre 1^{er} de Russie et pour la France : le duc de Richelieu.

La France, soutenue par la Russie, obtient :

-une « diminution des indemnités » de guerre à payer.

-l'avancement du « retrait des forces d'occupations » alliées (Russes et Prussiens) de France : Saint-Mihiel et Bar-le-Duc sont libérés.

-le règlement de divers problèmes de frontières.

- l'admission de la France dans la « Sainte-Alliance » formée en 1815 entre le Royaume-Uni, l'Autriche, la Prusse et la Russie. Cette Sainte-Alliance durera jusqu'en 1824, date à laquelle le Royaume-Uni se rapproche des États-Unis.

L'assassinat du duc de Berry

Charles-Ferdinand d'Artois, duc de Berry (Versailles 1778 - Paris 1820), est membre de la maison de Bourbon. Il est le fils de Charles-Philippe de France, comte d'Artois (futur « Charles X »), et de Marie-Thérèse de Savoie.

Apparenté aux « ultras », ces royalistes prônant le retour à l'Ancien Régime et à ses valeurs traditionnelles, il est poignardé à sa sortie de l'Opéra le 13 février 1820, par l'ouvrier Louvel, qui veut éteindre la race des Bourbons. De ce point de vue, c'est un échec puisque, quelques mois plus tard, naît le comte de Chambord.

Transporté dans une des salles du théâtre, le prince mortellement blessé expire le lendemain à six heures du matin.

Louis XVIII (1755-1814-1815-1824)



Villèle



les 4 sergents de la Rochelle

1820-20 Février le duc de Richelieu devient président du Conseil.

Septembre : naissance du duc de Bordeaux, fils du duc de Berry. Les Bourbons ont un successeur. Les ultras se trouvent consolidés.

1821-5 Mai : mort de l'empereur Napoléon 1er à Sainte-Hélène. Il aura passé six ans sur l'île de Sainte-Hélène à Longwood, avec Bertrand, Montholon, Las Cases, Gourgaud et son valet de chambre Marchand. Les relations avec Hudson Lowe, gouverneur de l'île ont toujours été exécrables.

12 Décembre : démission du duc de Richelieu et formation d'un ministère ultra.

1822-5 Septembre : Villèle devient président du conseil.

21 Septembre : les Quatre sergents de la Rochelle sont guillotins, portant un coup fatal à la Charbonnerie, société secrète à laquelle appartenait La Fayette et de nombreux francs-maçons. Le but des Charbonniers était de renverser les Bourbons, imposés par des nations étrangères et de réunir une Constituante, qui déciderait de l'organisation d'une République. Les membres se recrutaient parmi les bourgeois cultivés.

Louis XVIII (1755-1814-1815-1824)



le fort du Trocadéro



Louis XVIII

1822-26 Décembre : **Chateaubriand** devient ministre des Affaires Etrangères

1823-24 Décembre dissolution de la Chambre
Avril-Septembre : expédition d'Espagne pour libérer le roi **Ferdinand VII**, détenu par des révolutionnaires à Madrid. L'armée française est commandée par le **duc d'Angoulême**, neveu de Louis XVIII et par **Oudinot**. Ils marchent sur Madrid, mais les Cortès transfèrent leur prisonnier à Séville puis Cadix. L'armée française s'empare du fort du Trocadéro, près de Cadix et délivre le roi. Le duc d'Angoulême reçoit un accueil triomphal à Paris.

1824 Février-Mars : les élections générales amènent une forte majorité de droite à la chambre dite «retrouvée» (19 opposants seulement sur un total de 430 députés) Villèle est conforté, il rétablit la censure et crée un ministère des affaires ecclésiastiques.

16 Septembre mort de Louis XVIII dans de grandes souffrances.



Chateaubriand (Saint-Malo 1768 - Paris 1848)

il accueille avec ferveur le retour des Bourbons. Nommé ambassadeur en Suède, Chateaubriand n'a pas encore quitté Paris quand Napoléon revient en France en 1815. Il accompagne alors Louis XVIII à Gand, et devient un des membres de son cabinet.

Après la défaite de l'Empereur, Chateaubriand, déjà choqué par l'exécution du duc d'Enghien, « dernier descendant du vainqueur de Rocroi », a moins de scrupules à voter la mort pour le maréchal Ney en décembre 1815 à la chambre des pairs. Il est nommé ministre d'État et pair de France, mais ayant, dans La Monarchie selon la Charte, attaqué l'ordonnance du 5 septembre 1816 qui dissout la Chambre introuvable, il est disgracié et perd son poste de ministre d'État. Il se jette dès lors dans l'opposition ultraroyaliste.

Le meurtre du duc de Berry, en 1820, le rapproche de la cour. En 1821, Il est nommé ministre de France à Berlin, puis ambassadeur à Londres, (où son cuisinier invente la cuisson de la pièce de bœuf qui porte son nom). En 1822, il représente la France au congrès de Vérone.

Il est l'un des plénipotentiaires au congrès de Vérone et fait décider l'invasion de l'Espagne révolutionnaire. À son retour, il devient ministre des Affaires étrangères ; il réussit la prise de Cadix à la bataille du Trocadéro en 1823 ; mais, s'opposant à Villèle, il est brutalement remercié le 6 juin 1824.

Il rentre aussitôt dans l'opposition, et s'unit au parti libéral, il combat le ministère Villèle, À la chute de ce dernier, il est nommé ambassadeur à Rome (1828). Mais il donne sa démission à l'avènement du ministère Polignac. Il quitte la politique après la Révolution de 1830.



Ferdinand VII (Madrid 1784 - Madrid 1833)

est roi d'Espagne entre mars et mai 1808 et de 1814 à 1833. Il est le fils du roi d'Espagne Charles IV et de Marie-Louise de Bourbon-Parme.

Il détrône son père lors du soulèvement d'Aranjuez, puis règne pendant deux mois avant d'être à son tour contraint à l'abdication lors de l'Entrevue de Bayonne et retenu prisonnier à Valençay. Napoléon lui rend le trône d'Espagne par le Traité de Valençay après la déroute des armées napoléoniennes et l'expulsion de Joseph Bonaparte.

À son retour sur le trône en 1814, il jouit d'une confiance et d'une grande popularité. Entre 1814 et 1820, il rétablit l'absolutisme, déclare illégale la constitution de Cadix, et poursuit les libéraux. Après six années de guerre, le pays est dévasté, et les différents gouvernements de Ferdinand ne parviennent pas à redresser la situation.

En 1820, un coup d'État militaire débouche sur le Triennat libéral. Le roi feint de respecter le régime constitutionnel, mais conspire pour rétablir l'absolutisme, il y parvient après l'Expédition d'Espagne de 1823.

En 1833, Ferdinand meurt, sa fille Isabelle II s'empare du trône sans être reconnue par l'infant Charles, ce qui déclenche la crise de succession d'Espagne.



Le duc d'Angoulême Versailles 1775 - Görz Slovénie 1844)

dauphin de France (1824-1830), un prince de la maison royale de France, fils du comte d'Artois, futur roi Charles X, et de Marie-Thérèse de Savoie. En 1799, il épouse sa cousine Marie-Thérèse de France, fille des défunts Louis XVI et Marie-Antoinette. Lors des événements de la révolution de Juillet 1830, il est un roi de France éphémère sous le nom de « Louis XIX » entre l'abdication de son père Charles X et la sienne en faveur de son neveu Henri d'Artois, fils du duc de Berry, assassiné en 1820 par Louis Louvel. Une partie des «révolutionnaires» lui préfèrent le duc d'Orléans, qui régnera sous le nom de Louis-Philippe.



Nicolas Oudinot, duc de Reggio (Bar-le-Duc 1767 - Paris 1847)

maréchal d'Empire (1809). Il évite de s'impliquer pendant les Cent-Jours mais il se montre ouvertement opposé à la condamnation du maréchal Ney. Après la seconde Restauration, sur proposition du ministre de l'Intérieur, il est nommé commandant en chef de la garde nationale parisienne, ministre d'État. Pendant l'expédition d'Espagne en 1823, le maréchal Oudinot, à la tête du 1^{er} corps d'armée, entre sans coup férir à Madrid, dont il reçoit du prince généralissime le commandement, et jusqu'à son départ pour Paris, il s'applique à maintenir le calme. Quand éclate la révolution de Juillet 1830, Oudinot est encore un des quatre majors généraux de la Garde royale. Il prête serment au nouveau gouvernement.

Charles X (1733-1824-1830-1836)



Charles X



Marie-Thérèse de Savoie

1757 9 Octobre naissance à Versailles de Charles-Philippe de France, comte d'Artois, petit-fils de Louis XV et frère des futurs Louis XVI et Louis XVIII.

1773 16 Novembre il épouse Marie-Thérèse de Savoie (Turin 1756 - Graz 1805). Le couple aura 4 enfants dont le duc de Berry, assassiné en 1820.

1789 16 Juillet: il est un des premiers émigrants. Il vit à Turin (1789-1791), Bruxelles, Coblençe, Hamm en Westphalie et enfin en Grande-Bretagne.

1795 «Monsieur», son titre depuis la mort de Louis XVII, tente, avec l'appui des Anglais un débarquement à l'île d'Yeu pour aider les insurgés vendéens, mais il échoue. Il passe le reste de la révolution et le Premier Empire en Angleterre.

1814 il signe le premier traité de Paris, qui enlève à la France toutes les places acquises depuis 1792. Louis XVIII lui reprochera son empressement à signer ce traité.

1815-1824 il devient le chef occulte du parti ultra-royaliste

Charles X (1733-1824-1830-1836)



1820-13 Février assassinat du duc de Berry, son fils.

1824-16 Septembre mort de Louis XVIII. A 67 ans, il devient roi de France et de Navarre sous le nom de Charles X.
27 Septembre entrée du roi à Paris.

1825-24 Mars : la loi sur le «milliard des émigrés»indemnise sous forme de rentes de 3% tous ceux dont la propriété avait été confisquée pendant la Révolution.

29 Mai : il est sacré en la cathédrale de Reims

1827 5 Novembre dissolution de la Chambre. Les élections amènent une majorité libérale.

1828 3 Janvier démission de Villèle et formation du ministère **Martignac**, un libéral. Il s'efforce, en vain, de réconcilier la monarchie avec les libéraux.

1829 8 Aout ministère **Polignac**, second fils de la favorite de Marie-Antoinette et chef des ultras.



Martignac (Bordeaux 1778 - Paris 1832)

En 1821 il est élu député de la ville de Marmande. À la Chambre des députés, il soutient la politique de Villèle, chef du gouvernement ultra. Mais à la chute de ce dernier, il est choisi par Charles X pour appliquer une nouvelle politique de compromis.

Nommé le 4 janvier 1828 ministre de l'Intérieur, il devient, en l'absence du titre de Président du Conseil des Ministres, le véritable chef du gouvernement. Exposé à des attaques des deux extrêmes, gauche et droite, une coalition de ces groupes le met en minorité à la Chambre en août 1829 et Charles X le remplace par le prince de Polignac.

En mars 1830, Martignac vote avec la majorité la motion contre les célèbres ordonnances ; mais, durant la révolution qui suit, il reste fidèle à ses principes légitimistes.

Lors de sa dernière apparition publique en décembre 1830 il défend Polignac à la Chambre des Pairs. Il meurt deux ans plus tard.



Jules de **Polignac** (Versailles 1780 - Paris 1847)

Président du Conseil des ministres du 8 août 1829 au 30 juillet 1830, il joue un rôle crucial dans le déclenchement de la révolution de Juillet 1830. Pendant l'été 1829, alors que les Chambres sont en vacances, Charles X renvoie subitement le vicomte de Martignac et le remplace par le prince de Polignac, ultra-royaliste notoire et ministre des Affaires étrangères. Ce choix déclenche une grande émotion et déchaîne la presse de gauche. Les Hommes de 1815 semblent revenir au pouvoir, un choix dont le roi porte l'entière responsabilité. Tant Polignac que ses ministres vont rapidement apparaître comme souhaitant établir une monarchie autoritaire.

Polignac se rend rapidement impopulaire par des mesures autoritaires et réactionnaires. L'opposition est de plus en plus vive entre le ministère Polignac (1829-1830), et la Chambre. La politique ultra-royaliste, qui consiste à revenir sur certaines avancées de la période révolutionnaire, suscite l'opposition des libéraux.

A la suite du discours du Trône du 2 mars 1830, le conflit éclate ouvertement entre la Chambre qui rédige une Adresse au roi signées par 221 députés sur 402, signifiant à Charles X leur défiance.

Charles X procède alors la dissolution de la Chambre des députés le 16 mai 1830 et annonce de nouvelles élections pour le 19 juillet. Le 25 juillet, Polignac signe 4 ordonnances : suspension de la liberté de la presse, dissolution de la Chambre avec de nouvelles élections en septembre, modification du calcul du cens, pour diminuer le nombre d'électeurs.

Le 29 juillet, il est remplacé par de Mortemart, C'est le premier jour des Trois Glorieuses.

Charles X (1733-1824-1830-1836)



la prise d'Alger



les Trois Glorieuses

1830-16 mai : dissolution de la Chambre et nouvelles élections.

25 mai : départ de Toulon pour l'expédition d'Alger.

9 Juillet : annonce de la **prise d'Alger**, pour venger l'affront fait par le dey d'Alger au Consul de France (affaire de l'éventail)

25 Juillet : le roi signe les quatre ordonnances de Saint-Cloud :

- suspension de la liberté de la presse, rétablissement de la censure

- modification du système électoral, visant à favoriser les ultras.

- dissolution de la Chambre

- fixation de la date des prochaines élections en Septembre

27 Juillet : première journée des «**Trois Glorieuses**». Premiers combats à Paris.

28 Juillet : Paris se hérissé de barricades. Le roi fait proclamer l'état de siège à Paris. Lafayette, député, proclame l'urgence d'un gouvernement provisoire.

La prise d'Alger

ou l'expédition d'Alger est une campagne militaire livrée de juin à juillet 1830 par la France contre la Régence d'Alger. Elle conduit à la chute de la ville après plusieurs batailles et un bref siège et constitue le premier épisode de la conquête de l'Algérie par la France.

-25 mai : départ de Toulon

-14 juin : débarquement de Sidi Ferruch

-19 juin : bataille de Staoueli (première attaque)

-24 juin : bataille de Sidi Khalef

Alger est prise le 5 juillet, sans combat, le Dey n'ayant plus d'autre ressource que de signer une capitulation dans laquelle il s'efforce de sauvegarder les lois et coutumes de ses sujets. Charles X compte d'ailleurs utiliser cette victoire pour renforcer sa légitimité de roi de France, à l'intérieur du pays, et faire plus facilement passer ses 4 ordonnances de Saint Cloud. Mais il est renversé le 31 juillet (Trois Glorieuses).

Les «Trois Glorieuses»

La Révolution de Juillet, à la faveur de laquelle un nouveau régime, la monarchie de Juillet, succède à la Seconde Restauration, se déroule sur trois journées, les 27, 28 et 29 juillet 1830, appelées « Trois Glorieuses ».

Après une longue période d'agitation ministérielle puis parlementaire, le roi Charles X tente un coup de force constitutionnel par ses ordonnances de Saint-Cloud du 25 juillet 1830. En réaction, un mouvement de foule se transforme rapidement en révolution. Le peuple parisien se soulève, dresse des barricades dans les rues, et affronte les forces armées, au cours de combats qui font environ un millier de morts. Charles X et la famille royale fuient Paris. Les députés libéraux, majoritairement monarchistes, prennent en main la révolution populaire et, au terme de l'« hésitation de 1830 », conservent une monarchie constitutionnelle, au prix d'un changement de dynastie.

La maison d'Orléans, branche cadette de la maison de Bourbon, succède à la branche aînée ; Louis-Philippe 1er est proclamé « roi des Français » et non plus « roi de France ». Dans la nuit du 30 au 31 juillet, le roi et la Cour se retirent à Rambouillet, et, le 30 juillet, une proclamation rédigée par Thiers préconise l'appel à Louis-Philippe d'Orléans, qui, le 31 juillet, reçoit les fonctions de lieutenant général. Le 2 août, le roi Charles X abdique.

Charles X (1733-1824-1830-1836)



Thiers



de Mortemart

1830-29 Juillet : Il est nommé Commandant en chef de la Garde Nationale. Il dirige l'insurrection depuis l'Hôtel de Ville. Les troupes royalistes sont défaites au Louvre, les combats feront mille morts. On presse Lafayette de prendre le pouvoir de diriger une république, mais, sans légitimité, il hésite. Talleyrand conseille au duc d'Orléans de se rendre à Paris, et d'y rencontrer **Adolphe Thiers**.

30 Juillet : le roi signe le retrait des ordonnances. **Mortemart**, nouveau premier ministre n'aura pas le temps de gouverner. Thiers appuie le duc d'Orléans, futur Louis-Philippe, et lui fait gagner le Palais Royal.

31 Juillet : sur le balcon de l'Hôtel de Ville de Paris, Lafayette drapait le duc d'Orléans du drapeau tricolore et, par une accolade, l'impose comme roi à la foule. Le duc d'Orléans est nommé lieutenant général du Royaume.

Départ du roi pour Trianon, puis pour Rambouillet.

1er Aout : le duc d'Orléans refuse la charge de lieutenant général.

Adolphe Thiers (Marseille 1797 - Saint-Germain-en-Laye 1877)

homme d'État français. Il est le 2^e président de la République de août 1871 à mai 1873.

Il contribue aux Trois Glorieuses et à la mise en place de la monarchie de Juillet dont il est deux fois président du Conseil. Orléaniste, partisan libéral d'une monarchie constitutionnelle dans laquelle « le roi règne, mais ne gouverne pas », il s'éloigne du roi sur la politique étrangère (crise de 1840) et critique l'intransigeance de Guizot qui provoque la révolution de 1848. Il se rallie à la République pour l'orienter vers une politique d'ordre préparant un retour à la monarchie constitutionnelle.

Opposé au coup d'État du 2 décembre 1851, il ne se rallie jamais à Napoléon III, auquel il demande en 1864 les « libertés nécessaires ».

En février 1871, après la chute du Second Empire lors de la guerre contre la Prusse, il devient chef du pouvoir exécutif. En mai de la même année, son gouvernement ordonne l'écrasement de la Commune de Paris. Le 31 août 1871, il devient le premier président de la Troisième République.

Son ralliement définitif à une « République conservatrice » provoque, en mai 1873, sa mise en minorité face aux Duc de Broglie

de Mortemart (1787-1875)

À son retour d'exil en 1801, il s'engage dans l'armée napoléonienne avec laquelle il participe aux campagnes de Prusse et de Pologne. Après la bataille de Friedland, il reçoit la Légion d'Honneur. Il se signale à Ratisbonne, Essling et Wagram. Il prend part à la campagne de Russie et se distingue à la bataille de Borodino, puis dans la campagne de France. Après la défaite de Napoléon, il se rallie à la Restauration et suit Louis XVIII à Gand durant les Cent-jours. Nommé Premier ministre par Charles X le 29 juillet, il n'a pas le temps de gouverner en raison de la révolution du 29 juillet 1830.

Charles X (1733-1824-1830-1836)



le duc de Bordeaux



le palais de Holirood

1830-2 Aout : le roi Charles X abdique en faveur de son petit-fils le duc de Bordeaux, (fils du duc de Berry). Il nomme le duc d'Orléans régent. Son petit-fils aurait porté le nom de «Henri V». Charles X avait auparavant demandé à son fils, le dauphin Louis XIX, de renoncer au trône.

9 Aout : le duc d'Orléans devient roi des Français sous le nom de Louis-Philippe. C'est le début de la Monarchie de Juillet.

16 Aout : Charles X et les siens s'embarquent à Cherbourg pour l'Angleterre. En exil, Charles X porte le titre de « comte de Ponthieu », nom de localité qui sera donné à une rue de Paris.

Le roi déchu se retire d'abord au palais de Holyrood, en Écosse puis, grâce à ses bonnes relations avec les Habsbourg - Lorraine, il s'installe au Château de Prague, où il reçoit des visites de Chateaubriand.

Il part ensuite à České Budějovice puis doit fuir une épidémie de choléra et arrive enfin à Görz (alors en Autriche), actuelle Gorizia en Italie puis à Nova Gorica en Slovénie.

1836 : 6 novembre il meurt dans cette ville et y sera inhumé.

Louis-Philippe (1773-1830-1848-1850)



1773-6 Octobre : naissance de Louis - Philippe d'Orléans au Palais Royal à Paris. Il est le fils de **Philippe Egalité**, duc d'Orléans, et de **Louise de Bourbon**. D'abord duc de Valois, puis duc de Chartres et, enfin, duc d'Orléans.

1791- il adhère au club des Jacobins, il est partisan de la Révolution, mais fait partie des modérés.

1792-20 Septembre : Louis-Philippe participe à la bataille de **Valmy** sous les ordres de Kellermann.

21 Septembre abolition de la monarchie.

6 Novembre le futur Louis-Philippe participe avec Dumouriez à la victoire de Jemmapes sur les Autrichiens.

1793-18 Janvier : son père, Philippe Egalité et la majorité de la Convention votent la mort de Louis XVI. Louis-Philippe sera toujours considéré comme un fils de régicide.

21 Janvier : Louis XVI est guillotiné.

18 Mars : il participe, sous les ordres de **Dumouriez** à la bataille de Neerwinden, dans la Belgique actuelle. Les autrichiens infligent une défaite à l'armée française.

27 Mars : Dumouriez s'allie au prince de Saxe-Cobourg pour dissoudre la Convention et rétablir une monarchie constitutionnelle.



Philippe Egalité



son fils Louis-Philippe

Philippe Égalité (château de Saint-Cloud 1747, mort guillotiné à Paris le 6 novembre 1793).

A la mort de son père Louis-Philippe 1er d'Orléans en 1785, il devient duc d'Orléans et premier prince du sang. Il descend en ligne masculine du régent Philippe d'Orléans et du roi Louis XIII.

Il est élu député de la noblesse aux États généraux de 1789. Proche des idées de Sieyès et conseillé par son secrétaire Choderlos de Laclos il fait partie du groupe des 47 députés de la Noblesse qui se rallient au Tiers état, le 25 juin 1789. Il est porté à la présidence de l'Assemblée le 3 juillet, poste qu'il refuse..

Il est élu à la Convention nationale en 1792 par le département de la Seine sous le nom de Philippe Égalité.

Il vote la mort du roi Louis XVI, et sans appel. Le rejet de l'amendement Mailhe pouvant sauver Louis XVI s'est joué à une voix.

Quand son fils aîné le duc de Chartres suit le général Dumouriez dans son aventure personnelle, il devient suspect aux yeux des Montagnards. Tous les membres de la famille des Bourbons sont alors arrêtés le 7 avril 1793. La mesure concerne le duc d'Orléans et ses enfants. La Convention décide d'éloigner toute la famille de Paris et opère leur transfert immédiat au fort Saint-Jean à Marseille. Philippe-Égalité est ramené à Paris et envoyé à la Conciergerie le 2 novembre. Il est jugé par le Tribunal révolutionnaire, le 6 novembre 1793. Il n'y a pas de preuves contre lui, mais durant cette période, la simple suspicion suffit. Il est condamné à mort et guillotiné le jour même. Il est le père du futur roi de France Louis-Philippe.



Louise de Bourbon. (Paris 1753 - Ivry-sur-Seine 1821)

Fille du duc de Penthièvre. La mort en 1768 de son frère aîné, le prince de Lamballe, en fait le plus riche parti du royaume, héritière de la fortune de son grand-père, le comte de Toulouse, bâtard légitimé de Louis XIV.

Louis Philippe d'Orléans (1747-1793), duc de Chartres, fils aîné du duc d'Orléans, chef de la branche cadette de la famille royale lui demande sa main.

Dotée par son père du duché de Châteauvillain, d'Arc-en-Barrois, et du duché de Carignan, les deux cousins du roi, s'épousent à Versailles, le 5 avril 1769. Le 6 octobre 1773, elle donne naissance au futur roi Louis-Philippe.



Dumouriez (Cambrai 1739 - Turville Park Oxfordshire 1823)

chargé sous Louis XV de missions secrètes à l'étranger, il est promu lieutenant général et reçoit un portefeuille de ministre en 1792.

Commandant en chef de l'armée du nord, vainqueur à Valmy (20 septembre 1792), puis à Jemmapes (6 novembre 1792), il conquiert la Belgique. Mais après sa défaite de Neerwinden (18 mars 1793), il passe à l'ennemi et vit le reste de sa vie en exil.

Louis-Philippe (1773-1830-1848-1850)



1793-Avril : Louis-Philippe refuse de combattre contre la France, mais il est quand même proscrit par le gouvernement révolutionnaire. Il s'exile d'abord à Aix-la Chapelle puis Cologne, Coblenze et enfin Schaffhausen dans les Grisons, où il devient professeur.

6 Novembre : son père, Philippe Egalité est guillotiné, Louis-Philippe devient duc d'Orléans.

1795-il arrive en Suède et commence un voyage de 2 mois au Cap Nord.

1796-25 Octobre : Louis-Philippe débarque à Philadelphie.

1797-Avril il rencontre Georges Washington.

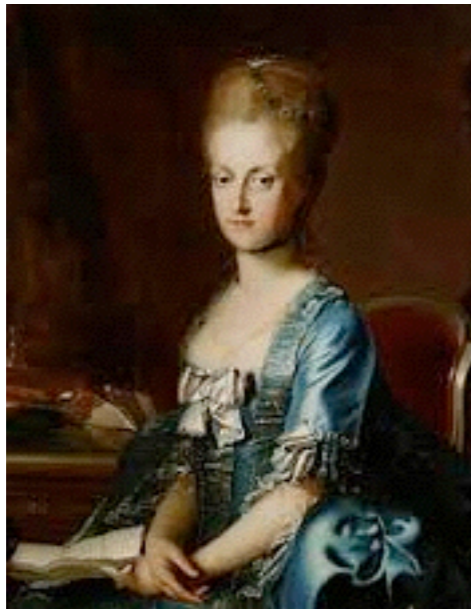
1798-31 Mars : il arrive à La Havane avec ses deux frères., le duc de Montpensier et le comte de Beaujolais.

1800-1er Janvier : il arrive en Angleterre à Twickenham où il élabore une doctrine : la France a besoin de la paix et son prochain gouvernement ne peut être qu'une monarchie constitutionnelle.

Louis-Philippe (1773-1830-1848-1850)



Castle Hill



Marie-Amélie
d'Autriche

1806-1807 : mort de ses deux frères.

1807 : il réside à Castle Hill, près de Londres, dans le Kent.

1808 : il est reçu à la cour de Naples en exil à Palerme.

1809-25 Novembre : à Palerme, il épouse Marie-Amélie de Bourbon, fille de Marie-Caroline d'Autriche, reine de Naples et soeur de Marie-Antoinette. Le couple s'installe à Palerme.

1810-3 Septembre : naissance de son fils Ferdinand, duc de Chartres.

1814-6 Avril : capitulation de Napoléon à Fontainebleau
24 Avril : Louis XVIII devient roi de France et de Navarre.
16 Mai : Louis-Philippe est à Paris au Palais Royal
25 Octobre : naissance de son fils Louis, duc de Nemours.

1815-8 Juin : défaite de Napoléon à Waterloo.

8 Juillet : Louis XVIII redevient roi.

18 Aout : Louis-Philippe part pour l'Angleterre

Louis-Philippe (1773-1830-1848-1850)



le Palais Royal



le duc de Chartres

1817-mi-Avril retour au Palais Royal. Il aura, en fait, 4 résidences : le château de Neuilly, le château d'Eu en Seine-Maritime (hérité de son grand-père maternel) et le domaine de Randan entre Vichy et Clermont-Ferrand (qui appartenait à sa soeur Marie-Adélaïde).

1818-le congrès d'Aix la Chapelle décide du retrait des troupes étrangères du sol français.

1819-son fils, le duc de Chartres entre au lycée Henri IV à 9 ans, ses frères fréquenteront le même établissement.

1820-13 Février assassinat du duc de Berry, fils du futur Charles X.

1822-naissance de son fils Henri, **duc d'Aumale**.

1824-16 Septembre mort de Louis XVIII.

29 Septembre : le comte d'Artois devient roi sous le nom de Charles X.

1829-Aout ministère Polignac, dont le passé incarne l'Ancien Régime, son épouse ayant été la favorite de Marie-Antoinette..



Henri d'Orléans, **duc d'Aumale** (Paris 1822 - Giardinello Italie 1897)
fils du roi Louis-Philippe, est gouverneur général de l'Algérie et à ce titre a
participé à la reddition d'Abd el-Kader en décembre 1847.

En 1830, à la mort du dernier prince de Condé, son parrain, qui l'a institué
son légataire universel, il hérite, à huit ans, de l'énorme patrimoine des
Condé, dont le domaine de Chantilly.

Sous-lieutenant en 1839, il part pour l'Algérie en 1840 et participe au
combat de l'Affroun (27 avril), mais doit rentrer en France l'année suivante
pour raison de santé, avec le grade de lieutenant-colonel. Il revient en
Algérie en septembre 1842 avec le grade de général de brigade et se
distingue lors de la prise de la smala d'Abd El-Kader à Alger (16 mai
1843).

Le 3 juillet 1843 il est nommé commandant de la province de Constantine.
Il dirige l'expédition de Biskra (1844) et prend part à la pacification de
l'Aurès : à la tête des légionnaires du colonel Mac Mahon, il enlève la
position de M'Chouneche.

Il remplace Bugeaud comme gouverneur général de l'Algérie le 21
septembre 1847.

Le 24 décembre, près de la frontière marocaine, il reçoit la reddition d'Abd
el-Kader. Il se démet de ses fonctions après la Révolution de 1848 et s'exile
en Angleterre où dès la mort de Louis-Philippe (1850), il s'installe à Orleans
House, près de Twickenham.

Louis-Philippe (1773-1830-1848-1850)



la prise d'Alger



Lafayette

1830-16 Mai dissolution de la Chambre.

23 Juin : nouvelles élections 274 députés d'opposition sur 428

5 juillet : prise d'Alger par l'armée française;

25 Juillet : le roi signe les quatre ordonnances de Saint-Cloud :

- suspension de la liberté de la presse, rétablissement de la censure

-modification du système électoral, favorisant les ultras.

-dissolution de la Chambre

-fixation de la date des prochaines élections en Septembre

27 Juillet : première journée des «**Trois Glorieuses**» et premiers combats à Paris.

28 Juillet : Paris se hérissé de barricades. Le roi fait proclamer l'état de siège. Lafayette, redevenu député, proclame l'urgence d'un gouvernement provisoire.

29 Juillet : Il est nommé Commandant en chef de la Garde Nationale et dirige l'insurrection depuis l'Hôtel de Ville.

Les troupes royalistes sont défaites au Louvre, les combats feront mille morts. On presse Lafayette de prendre le pouvoir et de fonder et diriger une nouvelle république, mais, sans légitimité, il hésite.

Talleyrand conseille au duc d'Orléans de se rendre à Paris, et d'y rencontrer Adolphe Thiers.

Les «Trois Glorieuses»

La Révolution de Juillet, à la faveur de laquelle un nouveau régime, la monarchie de Juillet, succède à la Seconde Restauration, se déroule sur trois journées, les 27, 28 et 29 juillet 1830, appelées « Trois Glorieuses ».

Après une longue période d'agitation ministérielle puis parlementaire, le roi Charles X tente un coup de force constitutionnel par ses ordonnances de Saint-Cloud du 25 juillet 1830. En réaction, un mouvement de foule se transforme rapidement en révolution. Le peuple parisien se soulève, dresse des barricades dans les rues, et affronte les forces armées, au cours de combats qui font environ un millier de morts..

Charles X et la famille royale fuient Paris. Les députés libéraux, majoritairement monarchistes, prennent en main la révolution populaire et, au terme de l'« hésitation de 1830 », conservent une monarchie constitutionnelle, au prix d'un changement de dynastie.

La maison d'Orléans, branche cadette de la maison de Bourbon, succède à la branche aînée ; Louis-Philippe 1er est proclamé « roi des Français » et non plus « roi de France ».

Dans la nuit du 30 au 31 juillet, le roi et la Cour se retirent à Rambouillet, et, le 30 juillet, une proclamation rédigée par Thiers préconise l'appel à Louis-Philippe d'Orléans, qui, le 31 juillet, reçoit les fonctions de lieutenant général. Le 2 août, le roi Charles X abdique.



Louis-Philippe (1773-1830-1848-1850)



Charles X



Louis Philippe

1830-30 Juillet : le roi signe le retrait des ordonnances. Mortemart, nouveau premier ministre n'aura pas le temps de gouverner. Thiers appuie le duc d'Orléans, futur Louis-Philippe, et lui fait gagner le Palais Royal.
31 Juillet : sur le balcon de l'Hôtel de Ville de Paris, Lafayette draple le duc d'Orléans du drapeau tricolore et, par une accolade, l'impose comme roi à la foule. Le duc d'Orléans est nommé lieutenant général du Royaume.
Départ du roi pour Trianon, puis pour Rambouillet.

1er Aout : le duc d'Orléans refuse la charge de lieutenant général.
2 Aout : le roi Charles X abdique en faveur de son petit-fils le duc de Bordeaux, (fils du duc de Berry). Il nomme le duc d'Orléans régent. Son petit-fils aurait porté le nom de «Henri V». Charles X avait auparavant demandé à son fils, le dauphin Louis XIX, de renoncer au trône.
9 Aout : le duc d'Orléans devient roi des Français sous le nom de Louis-Philippe. C'est le début de la Monarchie de Juillet.

Louis-Philippe (1773-1830-1848-1850)



Casimir Périer



Soult

1831-14-15 Février : émeutes à Paris.

Mars : Casimir Périer est nommé à la tête du gouvernement. Banquier, membre de l'opposition libérale à Charles X, il est, après la Révolution de 1830, l'incarnation du « parti de la Résistance » au début de la monarchie de Juillet.

20-22 Novembre : révolte des canuts de Lyon.

1832-printemps la duchesse de Berry rentre en France pour faire monter son fils Henri V, un Bourbon, sur le trône de France.

16 Mai : mort de Casimir Périer, victime de l'épidémie de choléra.

Louis-Philippe décide de gouverner lui-même et s'installe aux Tuileries pour l'automne et l'hiver et à Neuilly ou Saint-Cloud pour le printemps et l'été.

Juin : Soult est nommé président du conseil, de Broglie aux Affaires Etrangères (en fait le véritable chef), Thiers est à l'Intérieur et Guizot à l'Instruction publique.

22 Juillet mort de Napoléon II, roi de Rome, à Schoenbrunn.

1834-insurrection ouvrière à Lyon.

Louis-Philippe (1773-1830-1848-1850)



Bugeaud



Abd-el-Kader

1836-22 Février : ministère Thiers.

Aout : démission de Thiers, remplacé par Soult et Guizot.

30 Octobre : la tentative de soulèvement de Strasbourg par le futur Napoléon III échoue, ce dernier est envoyé en exil aux Etats-Unis.

1837-30 Mai : mariage de son fils aîné, le duc d'Orléans, à Fontainebleau.

24 Aout inauguration de la ligne de chemin de fer Paris Saint Germain.

1838-17 mai : mort de Talleyrand.

1839-Novembre : **Abd-el-Kader** proclame la guerre sainte.

1840-1er mars après le démission de Soult, second ministère Thiers

6 Aout : tentative de coup d'état de Louis-Napoléon Bonaparte, qui débarque près de Boulogne mais échoue une nouvelle fois.

Il est condamné à la prison perpétuelle et emprisonné au fort de Ham, dans la Somme.

29 Octobre : démission de Thiers et formation du ministère Soult-Guizot.

29 Décembre : **Bugeaud** nommé gouverneur de l'Algérie.

15 Décembre : retour des cendres de Napoléon;

Bugeaud (Limoges 1784 - Paris 1849)

Le général Bugeaud est envoyé en Algérie en 1836 avec ordre d'écraser la révolte d'Abd el-Kader. Il remporte un premier succès à la Sikkak le 6 juillet, mais il est contraint de signer le traité de Tafna avec l'émir Abd el-Kader le 30 mai 1837.

Par ce traité Abd el-Kader reconnaît aux Français la possession de quelques enclaves sur la côte algérienne (Alger, Bône, Oran, ...). Rentré en France, Bugeaud est peu favorable à l'extension de la conquête.

Bugeaud est nommé gouverneur général de l'Algérie par Thiers en 1840. Le jour même de son arrivée à Alger, le 22 février 1841, il adresse une proclamation aux européens d'Algérie et à l'armée. Il affirme qu'il a été l'adversaire de la conquête absolue en raison des moyens humains et financiers qu'elle exige, mais qu'il s'y consacrera totalement et que son but n'est pas de faire fuir les Arabes, mais de les soumettre.

Bugeaud disposant de plus de 100 000 hommes emploie de nouvelles méthodes de guerre tirées de son expérience dans la lutte contre les partisans pendant la Guerre d'Espagne. La «pacification» en Algérie connaît des épisodes sanglants. Il obtient la permission d'attaquer le Maroc, qui aide l'émir Abd el-Kader qui poursuit sa résistance. Le 14 août 1844, les troupes marocaines sont surprises par Bugeaud sur l'oued Isly, non loin de la frontière. La victoire des Français oblige le roi du Maroc à changer de politique. Il traque ensuite Abd el-Kader, qui doit se rendre en 1847. Il est remplacé en septembre 1847 par le duc d'Aumale.

Abd-el-Kader (El Guetna (près de Mascara) en Algérie 1808 - Damas 1883), homme politique, émir et chef militaire algérien. Surtout connu pour avoir résisté de 1832 à 1847 à la conquête de l'Algérie par la France, il est considéré en Algérie comme un symbole du combat contre le colonialisme et contre la domination française. En décembre 1847, il se rend. L'émir et sa suite sont alors transférés en France, où il est retenu prisonnier, d'abord à Toulon puis au Château de Pau, et enfin au Château d'Amboise.

Louis-Napoléon Bonaparte le libère en 1852, il s'installe alors près d'Istanbul, puis ensuite à Damas où il mourra.

Louis-Philippe (1773-1830-1848-1850)



les premières lignes de
chemin de fer



l'évasion de Louis-Napoléon
Bonaparte

1842 : loi concédant la gestion de diverses lignes de chemin de fer à des compagnies privées.

13 Juillet : **mort du duc d'Orléans**, fils de Louis-Philippe, victime d'un accident à la porte Maillot.

1843-16 mai : **prise de la smalah d'Abd-el-Kader** par le duc d'Aumale .

2-7 Septembre : en signe d'Entente Cordiale entre la France et le Royaume-Uni, Louis-Philippe invite la reine Victoria et le prince Albert au château d'Eu, dans la Somme.

Ils y reviendront en 1845.

1844-14 Aout : Bugeaud est vainqueur des troupes marocaines qui cesseront d'apporter leur aide à la résistance algérienne.

7 au 15 octobre : Louis-Philippe rend visite à la reine Victoria au château de Windsor.

.1846-25 Mai : Louis Napoléon Bonaparte s'évade du fort de Ham, revêtu d'habits d'ouvrier.

.1847-9 Juillet début de la campagne des banquets à Paris, L'opposition contourne ainsi l'interdiction de tenir des réunions politiques. Le premier banquet réunit 1200 convives.

La mort du duc d'Orléans (1842)

De retour de Plombières, où il vient de conduire la duchesse d'Orléans, le prince royal se dispose à partir pour Saint-Omer, où il doit passer en revue une partie de l'armée d'opération sur la Marne, dont il venait de recevoir le commandement en chef, quand il se rend le 13 juillet 1842 à Neuilly-sur-Seine pour faire ses adieux à sa famille. Les chevaux de sa calèche s'étant emportés, route de la Révolte, on affirme que le prince a voulu s'élaner de la voiture mais cela a été contesté et l'autopsie peut laisser penser qu'il a été projeté hors de la voiture. Quoi qu'il en soit, il se brise la tête sur le pavé et meurt quelques heures plus tard. Alfred de Musset évoque cet accident dans son grand poème *Le Treize Juillet* (dans le recueil *Poésies nouvelles*).

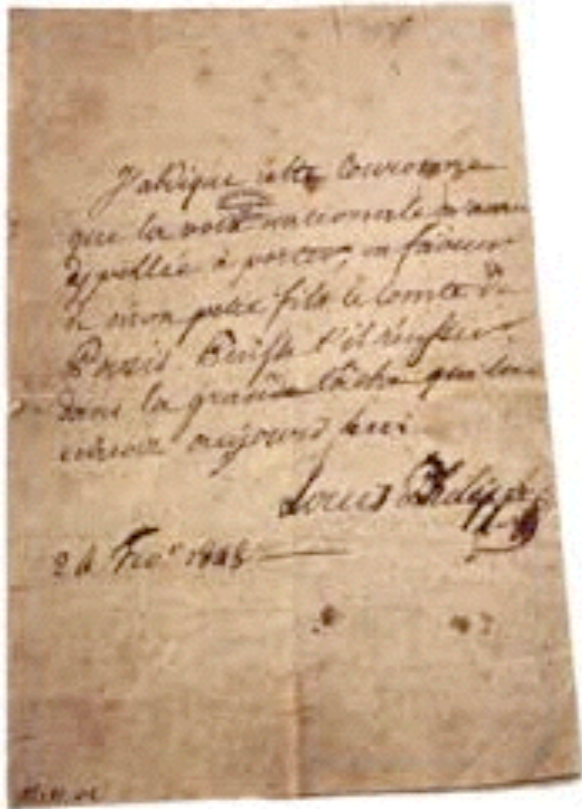
La prise de la smalah d'Abd-el-Kader (1843) par le duc d'Aumale.

La ville d'Alger est prise le 5 juillet 1830 par les troupes françaises. Une longue campagne militaire (de 1830 à 1857) est ensuite nécessaire pour pacifier l'Algérie. Cette campagne est marquée par la résistance d'Abd el-Kader qui organise la smala toujours selon le même principe : elle se compose de quatre enceintes circulaires et concentriques où chaque douar, chaque famille, chaque individu a sa place fixe et marquée, suivant son rang et ses fonctions. La tente de l'émir se dresse au centre du terrain.

Le 16 mai 1843, Abd-el-Kader est absent, ainsi que ses principaux lieutenants, mais leurs familles sont là. La cavalerie française se déploie sur un mamelon qui domine la ville de tentes et une fourmilière d'hommes qui courent aux armes. Les troupes françaises, épouvantées, se débandent et le duc d'Aumale doit attaquer en personne et entraîner ses officiers. Ils atteignent le douar d'Abd el-Kader.

Mais la résistance s'organise. La cavalerie de l'émir veut reprendre aux Français les familles et les richesses. Trois pelotons de cavalerie française assurent la victoire. Les Algériens laisseront près de trois cents cadavres sur le terrain et les Français seulement neuf hommes tués et douze blessés. Le butin est immense et les français font plus de 4 000 prisonniers.

Louis-Philippe (1773-1830-1848-1850)



l'abdication de Louis-Philippe



Lamartine

1847-11 Octobre ministère **Guizot**.

24 Décembre : reddition d'Abd-el-Kader en Algérie.

1848-14 Février le banquet prévu par les officiers de la Garde Nationale est interdit .

22 Février : manifestations à Paris.

23 Février : la Garde Nationale fait défection. Guizot est remplacé par Mollé, puis par Thiers.

24 Février : Bugeaud reçoit le commandement des troupes, **abdication de Louis-Philippe**, la famille royale s'enfuit.

La **Seconde République** est proclamée par **Lamartine** qui fait partie d'un gouvernement provisoire collégial.

2 Mars : la famille royale embarque au Havre et s'installe au château de Claremont en Angleterre dans le Surrey.

23 Avril élection d'une assemblée constituante

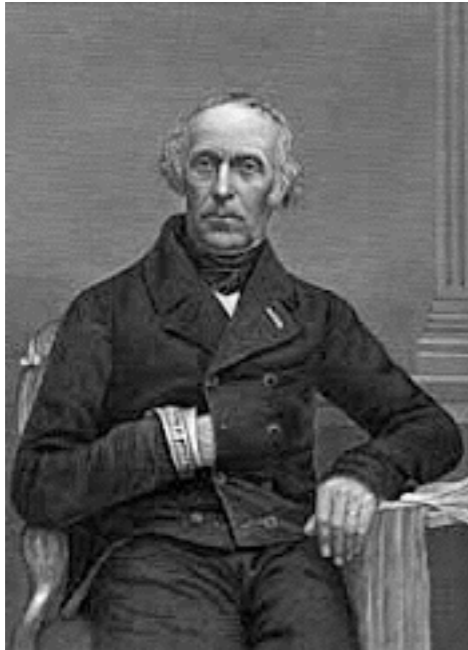
17 Septembre : Louis Napoléon Bonaparte est élu député.

10 Décembre : le futur Napoléon III est élu président de la République.

1850 26 Aout mort de Louis-Philippe en Angleterre.

11 Octobre ministère Guizot.

24 Décembre : reddition d'Abd-el-Kader en Algérie.



Guizot (Nimes 1787 - Calvados 1874)

homme politique, plusieurs fois ministre sous la Monarchie de Juillet, en particulier des Affaires étrangères de 1840 à 1848. Il devient président du Conseil en 1847, peu avant d'être renversé par la révolution de février 1848. Il joue un rôle important dans l'histoire de l'école en France, en tant que ministre de l'Instruction publique, par la loi de 1833, demandant la création d'une école primaire par commune et d'une école normale primaire par département.



Lamartine (Mâcon 1790 - Paris 1869)

participe à la Révolution de février 1848 et proclame la Deuxième République. En 1830, il décide d'entrer en politique en se ralliant à la Monarchie de juillet mais échoue à la députation. Il. En 1833, il est élu député et le restera jusqu'en 1851 : il passe du royalisme au républicanisme et prononce des discours remarquables. Il joue un rôle important au moment de la Révolution de 1848, proclamant la République, et assure pendant trois mois le poste de chef du gouvernement provisoire. Il se retire de la politique après sa lourde défaite, n'obtenant que 0,26 % des suffrages lors de l'élection présidentielle qui porte au pouvoir Louis-Napoléon Bonaparte le 20 décembre 1848.

L'abdication de Louis-Philippe (1848)

La crise économique de 1846-1848, jointe aux actions du parti républicain qui organise la campagne des Banquets, amène le peuple à une nouvelle révolution contre le roi lorsque celui-ci interdit le banquet du 22 février 1848, entraînant la démission de Guizot le 23 février 1848.

Suite à l'insurrection, Louis-Philippe abdique le 24 février 1848 en faveur de son jeune petit-fils « Louis-Philippe II » (son fils et héritier, le prince royal Ferdinand-Philippe, étant mort dans un accident à Neuilly-sur-Seine en 1842). Craignant de subir le même sort que Louis XVI et Marie-Antoinette, il se déguise et quitte Paris pour Dreux où il passe la nuit.

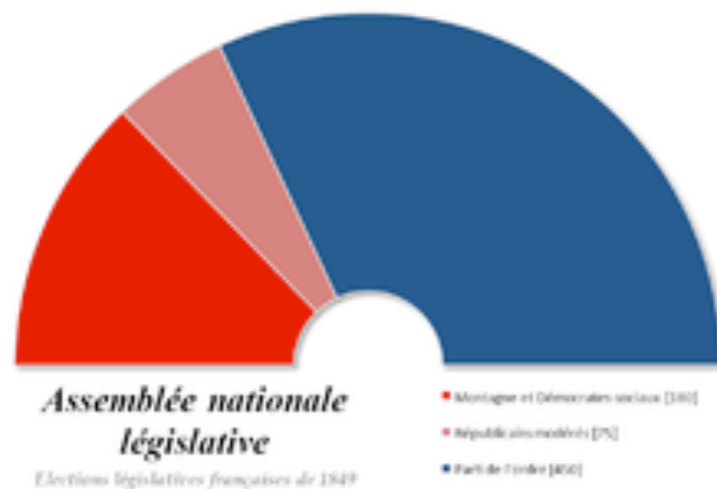
Cependant la Chambre des députés, quoique prête, de prime abord, à accepter son petit-fils comme roi, doit faire face à des insurgés qui envahissent le palais Bourbon. Suivant l'opinion publique, elle décide de confier le pouvoir à un gouvernement provisoire qui, dans la soirée, à l'Hôtel de Ville de Paris, proclame la Deuxième République dans des circonstances controversées.

Voyageant dans une voiture banale sous le nom de « Mr. Smith », le roi déchu embarque le 2 mars au Havre sur un paquebot en direction de l'Angleterre où il s'installe avec sa famille au château de Claremont (Surrey) mis à disposition par la reine Victoria.

Louis-Philippe meurt le 26 août 1850 dans son lieu d'exil, il est inhumé dans la chapelle Saint-Charles Borromée à Weybridge. En 1876, son corps et celui de sa femme la reine Amélie, décédée le 24 mars 1866, sont ramenés à la chapelle royale Saint-Louis, nécropole familiale que sa mère a fait construire en 1816 à Dreux et qu'il a lui-même fait agrandir pendant son règne



la Révolution de
1848



La Deuxième République

proclamée le 24 février 1848 fait suite à la Monarchie de juillet et sera remplacée par le Second Empire.

22-25 février 1848 : Révolution le peuple de Paris se soulève. Louis-Philippe abdique le 24.

février 1848 : Lamartine proclame la Deuxième République le gouvernement provisoire instaure le suffrage universel masculin, rétablit la liberté de réunion et la liberté de la presse et abolit l'esclavage.

24 avril 1848 : élection de l'Assemblée nationale victoire des modérés.

Décret d'abolition de l'esclavage.

15 mai 1848 : échec du coup de force des « républicains de la veille » de Louis Blanc

22-26 juin 1848 : journées de Juin. Cavaignac réprime durement l'insurrection.

4 novembre 1848 : vote de la constitution par l'Assemblée nationale

11 décembre 1848 : élection du premier « président de la République française », remportée par Louis-Napoléon Bonaparte

2 décembre 1851 : coup d'État: Louis-Napoléon Bonaparte qui conserve son pouvoir à quelques mois de la fin de son mandat, alors que la Constitution lui interdisait de se représenter.

2 décembre 1852 : rétablissement de l'Empire

24